

## Réseau européen des syndicats alternatifs et de base

Lors de la réunion qui s'est tenue à Milan le 19 février, nous avons notamment décidé de :

- ⇒ soutenir les syndicats britanniques dans le cadre de la **manifestation organisée à Londres le 26 mars** (tract unitaire international, délégations à la manifestation, action devant les ambassades).
- ⇒ Participer à la rencontre européenne de militant-e-s du **secteur Automobile les 26 et 27 mars à Amsterdam**.
- ⇒ Lancer une **campagne d'information sur les enjeux européens**, à travers des textes du réseau.
- ⇒ Tenir au courant l'ensemble des organisations, des **initiatives organisées autour du G8 et du G20**, en envisageant éventuellement un meeting syndical international du réseau à ces occasions.
- ⇒ Participer à l'initiative prévue par plusieurs organisations allemandes, à propos de la **défense des libertés syndicales, à Berlin fin avril**.
- ⇒ Réaliser une **affiche du réseau en soutien aux luttes des peuples arabes, aux syndicats indépendants, en défense de la liberté syndicale**.
- ⇒ Proposer à chacune des organisations membres de ce réseau de **se joindre à la délégation du réseau euro-méditerranéen** qui devrait avoir lieu en mars en Tunisie.
- ⇒ Organiser une **réunion de travail sur les questions de Sans-papiers**, centres de rétention, expulsions, fin juin en Italie.

## Espagne : manifestation nationale à Madrid, le 12 mars

La CGT de l'Etat espagnol s'est adressée aux autres organisations syndicales et associations du mouvement social, pour proposer une manifestation nationale contre le « pacte social » signé récemment par le gouvernement, le patronat et deux organisations syndicales.



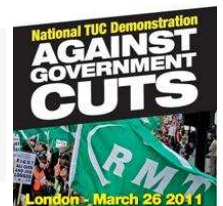
**Le « pacte social » signé par les Commissions Ouvrières et l'UGT organise la baisse des salaires, supprime des aides sociales, reporte l'âge légal de la retraite à 67 ans, allonge la durée de cotisations nécessaire pour une retraite à taux plein, ...** dans un pays où la précarité et le chômage s'étendent mais où les actionnaires et les banquiers se portent fort bien.

Les revendications mises en avant par la CGT-e s'inscrivent dans la lutte quotidienne des salarié-e-s et la construction d'un mouvement plus large, remettant en cause les bases de la société actuelle uniquement tournée vers le profit d'une minorité : retraite à 60 ans, 35 heures hebdomadaires, répartition du travail et des richesses, défense des droits sociaux...

## Grande Bretagne : Manifestation nationale à Londres le 26 mars

Les syndicats britanniques organisent le **26 mars une manifestation nationale à Londres, pour s'opposer au drastique plan de rigueur décidé par le gouvernement**. C'est une initiative importante pour le mouvement syndical britannique : pour la confédération TUC ce sera la première réponse nationale au plan gouvernemental annoncé en octobre dernier. Nos camarades de RMT, notamment, ne sont pas pour rien dans cette évolution...

**MARCH FOR  
THE ALTERNATIVE:**



Une délégation Solidaires sera présente à Londres le 26 mars, avec d'autres organisations de notre réseau syndical européen.

## Italie : les syndicats de base appellent à des grèves générales

**USB, et CIB Unicobas, Slai Cobas, Snater, appellent à une grève générale, le 11 mars. Le même jour il y aura une manifestation nationale à Rome.** Les syndicats appellent à ce mouvement national, pour défendre l'emploi, contre la précarité et la délocalisation des installations de production, contre la tentative d'imposer la « méthode Marchionne » (patron de Fiat qui vient d'imposer un grave recul social aux salarié-e-s) à tout le monde du travail, pour un revenu minimal garanti à tous, pour la défense des services publics, le droit au logement, une fiscalité plus juste, la régularisation générale de tous les migrant-e-s, pour la démocratie sur le lieu de travail, contre le « pacte social » négocié entre le gouvernement, le patronat, CISL, UIL et CGIL.



**Le 15 avril, CUB, Cobas et le Comitato immigrati in Italia organisent également une journée de grève générale,** pour le droit au travail, l'arrêt des dépenses militaires, contre l'évasion fiscale, contre la précarité, pour la défense du droit d'asile et à la citoyenneté...

[www.usb.it](http://www.usb.it) [www.cub.it](http://www.cub.it)

## Rencontres internationales Solidaires

L'Union syndicale Solidaires a récemment rencontré plusieurs organisations, avec qui nous avons échangé sur la situation sociale dans nos pays et plus largement, le travail commun à mener au plan international. Ainsi, dans les locaux de Solidaires national, nous avons reçu des représentant-e-s de **Conlutas** (Brésil), d'**Août 80** (Pologne), du **Frente Popular Dario Santillan** (Argentine), et à Bayonne nous avons rencontré une délégation de **LAB** (Pays basque).

## Algérie : solidarité avec nos camarades en lutte pour la liberté

*Les semaines passées ont encore démontré la détermination des peuples d'Afrique du Nord et de Moyen-Orient dans leur combat pour la démocratie. Des syndicalistes autonomes prennent une part active dans ces luttes et plusieurs subissent une répression violente.*

Le 19 janvier, la répression s'est encore abattue sur des marches pacifiques organisées à Alger ainsi qu'à Oran. La police a une fois de plus engagé des voyous pour agresser les manifestant-e-s et a assisté en spectatrice à leurs violences. Dans le quartier algérois de Belcourt, des jeunes, les émeutiers d'hier, sont venus prêter assistance aux manifestant-e-s et ont rejoint la manifestation ! Le président du SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration), blessé, a dû être hospitalisé. Des arrestations de syndicalistes autonomes ont encore eu lieu. Le 12 janvier déjà, lors d'une première marche organisée à Alger, la police, qui avait bouclé la ville, a arrêté plus de 500 manifestant-e-s, dont de nombreuses femmes et des syndicalistes autonomes comme le secrétaire du SATEF (Syndicat autonome des travailleurs de l'enseignement et de la formation). Celui-ci, comme d'autres, est resté près de 9 heures en état d'arrestation... Pour justifier ces arrestations, la police s'abrite encore derrière l'état d'urgence en vigueur depuis 1992.

Il y a en ce moment un véritable mouvement de contestation du pouvoir dans le pays malgré les manœuvres d'organisations politiques à la botte du pouvoir, qui cherchent à en brouiller la visibilité. Les jeunes émeutiers ont bravé la police pour crier leur ras-le-bol. Les grèves et les marches des syndicats autonomes et d'associations dénoncent les abus de la dictature depuis longtemps déjà. Tous réclament la même chose, outre la **levée de l'état d'urgence**:

### ***Le pouvoir espère acheter la paix sociale !***

*Incapable de répondre aux demandes sociales, sauf à se remettre lui-même en cause, le pouvoir algérien essaie de « calmer » celles et ceux qui résistent : il vient de proposer que les sommes considérables des « œuvres sociales » confisquées par la seule UGTA depuis des années soient désormais gérées aussi par les syndicats autonomes ... ceux-ci refusent le marché de dupes.*

- Le **respect des droits et des libertés** garantis par la constitution.
- La **répartition des richesses**, ce que permettrait largement la redistribution de la rente pétrolière.
- Le **départ du pouvoir actuel**, pas seulement un changement cosmétique du gouvernement comme le disent des partis créés par l'armée pour donner une façade démocratique à la dictature réelle. C'est le départ des colonels et des généraux du Département des Renseignements et de la Sécurité (ex-Sécurité Militaire) que réclament les démocrates du pays.

**L'Union Syndicale Solidaires soutient ces revendications et salue le combat des syndicats autonomes algériens ainsi que celui du peuple algérien pour la démocratie.** Nous resterons vigilants à toutes les atteintes qui pourraient être faites à leurs droits et à leur personne. Nous dénonçons fermement les pressions du DRS sur les syndicalistes telles que celles, récentes, qu'ont subies des membres du Syndicat National Autonome de l'Administration Publique (SNAPAP). Enfin, l'Union Syndicale Solidaires soutient sans réserve les luttes de ces peuples qui dénoncent aujourd'hui l'absence de liberté et l'oppression en Egypte, en Tunisie, au Maroc et en Libye... Elle salue le courageux combat de tous les syndicalistes autonomes qui ont pris et prennent une part active dans ces luttes et leur assure une solidarité sans faille.

[www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org](http://www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org)

# Philippines : la société Dole doit respecter le droit du travail

Depuis 2006, Dole cherche à éliminer le syndicat démocratiquement élu aux Philippines (Amado Kadena-Fédération nationale des syndicats-Kilusang Uno Mayo AK-NAFLU-KMU) par une campagne de dénigrement visant à annuler les revendications légitimes des travailleurs/ses pour des salaires plus élevés, la sécurité des emplois et leurs droits syndicaux.

Avec l'appui de la société Dole, l'armée philippine a tenu des séminaires antisyndicaux, accusant KMU d'être « communiste » et exhortant les membres du syndicat à retirer leur soutien au KMU. Les dirigeant-e-s syndicaux et les militant-e-s actifs/ves sont publiquement accusé-e-s d'être des « ennemis de l'État » - une **accusation très grave compte-tenu des exécutions extrajudiciaires dans ce pays**. La direction Dole a également appuyé la création d'un nouveau syndicat appelé UR Dole. Il a organisé une fausse élection générale et destitué les dirigeants syndicaux légitimes.



La direction a refusé de mettre en œuvre deux injonctions du Ministère du Travail et de l'Emploi imposant l'annulation de ces deux mesures. Elle continue de reconnaître UR Dole et même lui verse des cotisations syndicales pour paralyser AK-NAFLU-KMU. Plusieurs travailleurs/ses ont été licencié-e-s, mis à pied, rétrogradé-e-s ou muté-e-s à la suite de leur soutien à AK-NAFLU-KMU. Le Président du syndicat et d'autres dirigeants ont reçu des menaces de mort. Les membres du syndicat sont victimes de fausses accusations ou soumis à des règlements disciplinaires trop stricts ; d'autres sont menacés du non-renouvellement des contrats de leurs proches dans la coopérative qui distribue le travail, ou encore se voient proposer une retraite anticipée afin de diminuer les rangs du syndicat.

[http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show\\_campaign.cgi?c=879](http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show_campaign.cgi?c=879)

# Maroc : les ouvriers de SMESI réintégré, grâce à leur lutte

Après des mois de lutte, les ouvriers de SMESI ont gagné : **l'accord signé par leur syndicat UMT impose à la direction des Phosphates la réintégration des ouvriers licenciés**. Le combat mené par nos camarades ouvriers et tous leurs soutiens locaux est victorieux. La grève de la faim entamée par

certain d'entre eux il y a quelques jours n'a pas été vaine.

Elle s'inscrit aussi dans le vaste et profond mouvement social qui touche de nombreux pays de cette région du monde. L'Union syndicale Solidaires, avec ses partenaires du réseau syndical euro-méditerranéen, a tenté de soutenir au mieux ce combat durant tous ces mois, notamment en le faisant connaître le plus possible.



# Lybie : le Forum Social Maghrébin condamne le dictateur

Une trentaine de syndicats et associations impliqués dans le processus du Forum Social Maghrébin ont pris position ensemble. Parmi les organisations signataires : Fédération des Tunisiens Citoyens des deux Rives FTCT - Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie CRLDHT - Association des Travailleurs Maghrébins de France ATMF - CGTM Mauritanie - Confédération Démocratique du Travail CDT - Organisation Démocratique du Travail ODT - Fédération Démocratique du Travail FDT - ATTAC Maroc - etc. A travers un texte unitaire, elles :

- Condamnent avec fermeté **les atrocités et les massacres perpétrés par le dictateur Mouamar El Kadhafi** et ses milices.
- Réitèrent leur **soutien au peuple libyen** dans sa lutte contre le despotisme et la tyrannie et pour la justice sociale, la démocratie, la liberté et la dignité.
- Saluent la mémoire des martyrs libyens.
- Saluent l'attitude des officiers et soldats de l'armée libyenne qui ont refusé de se plier aux choix criminels de Kadhafi et ses sbires ainsi que celle des fonctionnaires de l'Etat qui ont démissionné par solidarité avec leur peuple.
- Appellent toutes les forces démocratiques à manifester leur soutien au peuple libyen.
- Appelle le conseil de sécurité des Nations Unies à prendre immédiatement ses responsabilités et saisir la cour pénale internationale afin qu'il entame des poursuites pour crimes contre l'humanité et incitation au crime de guerre contre Kadhafi, ses fils et ses proches collaborateurs pour leur rôle dans la répression des manifestations.
- Appelle tous les mouvements sociaux de la région à soutenir activement le peuple libyen, convaincus que la libération des peuples du Maghreb du joug des dictateurs et des dictatures ouvrira la voie à l'édification d'un Maghreb des Peuples, un Maghreb de démocratie, de solidarité, de justice sociale car un autre Maghreb est possible.

Union syndicale Solidaires  
144 Boulevard de la Ville 75019 Paris  
Téléphone : (01) 48 29 20 20 Téléphone : (01) 48 27 42 14  
www.solidaires.org

## Afrique du Nord et Moyen-Orient : le vent de la liberté souffle fort

En janvier, le peuple tunisien a mis son terme à dix décennies de dictature : puis, au 14 Février, mais c'est aussi en Algérie, en Libye, au Maroc, en Iran, au Yémen, au Bahreïn, en Syrie, en Jordanie... les peuples se soulèvent, rejettent des régimes qui voient leur chute inévitablement et se préparent à l'engagement pour une démocratie véritable.

### Des peuples opprimés

Un tel régime se veut un mouvement de sa volonté contre le Islam-État. Au contraire, les chefs d'état sont présentés comme occidentaux car permis le ré-approvisionnement.

En Tunisie, en Egypte, en Libye, en Syrie, en Jordanie, en Iran, en Bahreïn, en Syrie, en Jordanie... les peuples se soulèvent, rejettent des régimes qui voient leur chute inévitablement et se préparent à l'engagement pour une démocratie véritable.

### De la révolte à la ré

Les victoires d'aujourd'hui les révolutions des travailleurs d'internet de Facebook, mais représentent en plus une victoire décisive pour le peuple libyen.

En Tunisie, la révolution est en cours. Les conditions de travail s'améliorent, les revendications des travailleurs historiques sont prises en compte par le régime de l'État.

En Egypte, graves et massives sont les conditions de travail. Les conditions de travail s'améliorent, les revendications des travailleurs historiques sont prises en compte par le régime de l'État.

### La lutte continue

Malgré la chute de Ben Ali et de Moubarak, les gouvernements d'après ont continué à réprimer le mouvement de protestation et de révolte. Le peuple libyen a continué à lutter pour la justice sociale, la démocratie, la liberté et la dignité.

En Tunisie, en Egypte, en Libye, en Syrie, en Jordanie, en Iran, en Bahreïn, en Syrie, en Jordanie... les peuples se soulèvent, rejettent des régimes qui voient leur chute inévitablement et se préparent à l'engagement pour une démocratie véritable.

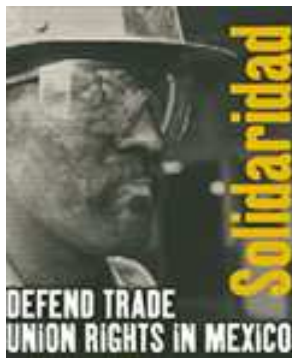
### Les jeunes, les femmes jouent un rôle important dans l'émancipation

Les jeunes, les femmes jouent un rôle important dans l'émancipation. Elles sont à l'avant-garde des mouvements de protestation et de révolte.

### La lutte continue

Malgré la chute de Ben Ali et de Moubarak, les gouvernements d'après ont continué à réprimer le mouvement de protestation et de révolte. Le peuple libyen a continué à lutter pour la justice sociale, la démocratie, la liberté et la dignité.

## Mexique : solidarité avec les syndicats indépendants



**Il ya cinq ans une explosion dans une mine de charbon appartenant à Grupo México à Pasta de Conchos a tué 65 mineurs.** Les corps de 63 des 65 mineurs restent. **Le gouvernement mexicain n'a ni enquêté ni poursuivi les responsables.** Au lieu de cela, il a intensifié ses attaques illégales et violentes sur le syndicat des mineurs (SNTMMSRM), alors qu'il réclame justice et le recouvrement des corps des mineurs. Les syndicats indépendants dont l'Union des travailleurs de l'électricité (SME), le syndicat UNTyPP représentant les travailleurs de la compagnie pétrolière PEMEX appartenant à l'Etat, l'Union nationale des travailleurs et travailleuses du pneu du Mexique (SNTGTM) et l'Union autonome des travailleurs des Universités du Mexique (SUTUACM), ainsi que l'Union mexicaine des travailleurs du téléphone (STRM) et jusqu'à trente autres syndicats affiliés à l'Union nationale des travailleurs (UNT) dont le Front authentique des travailleurs (FAT), ont également tous subi de violentes attaques, l'intimidation et la répression des droits syndicaux. Le mouvement syndical indépendant au Mexique, a besoin de la solidarité internationale pour faire pression sur le gouvernement mexicain.

[http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show\\_campaign.cgi?c=866](http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show_campaign.cgi?c=866)

## Maroc : le « mouvement du 20 février » se poursuit...

*Le mouvement du 20 février qui rassemble des associations, des syndicats, prolonge ses actions au Maroc pour réclamer des vrais changements démocratiques. Il appelle à de nouvelles manifestations le dimanche 6 mars à travers tout le pays. Il estime que l'Etat marocain n'a pas répondu à ses revendications légitimes. En France, un comité de soutien a été mis en place :*

Nous ne pouvons que nous indigner de la réponse que l'Etat marocain a réservé aux demandes légitimes de ce mouvement. **Nous condamnons sans réserve la répression qui s'est abattue sur les manifestations en lien avec le mouvement du 20 février.** L'Etat a accompagné sa réponse répressive par une nouvelle gabegie. Une nouvelle coquille vide. Un énième conseil consultatif économique et social où il a nommé, après allégeance, des commis de l'Etat. Cette réponse n'est pas à la hauteur des aspirations du peuple marocain. Elle est inacceptable. Elle est condamnable.

**Des vrais changements démocratiques sont nécessaires et obligatoires.** L'Etat marocain n'a plus le choix. Il doit réellement s'inscrire dans le changement démocratique. Le vent de la liberté a soufflé sur la région nord-africaine et arabe. Nous saluons les révolutions en Tunisie, en Egypte, en Libye, ainsi que les mouvements populaires au Yémen, au Bahreïn, en Algérie, en Jordanie, en Iran et au sultanat d'Oman. Au Maroc, nous ne lâcherons pas. Nous continuons à supporter et à soutenir le mouvement du 20 février dans toutes ses revendications légitimes. Nous les porterons avec lui jusqu'à ce que le peuple marocain arrache tous ses droits à la dignité, à la justice, à la liberté et à la démocratie.

## Pakistan : non au licenciement du militant syndical Imran Ali

**Imran Ali a été licencié le 23 décembre 2010 par une usine agro-chimique pakistanaise juste avant de présenter la proposition d'une convention collective** au nom des travailleurs. Imran est secrétaire général du Syndicat des Employés de Syngenta Pakistan et président de la Fédération Nationale des travailleurs de la chimie, de l'énergie et des mines (PCEM). Syngenta est une société suisse de produits chimiques qui jusqu'à jour refuse tout dialogue social. Imran Ali a été convoqué au bureau de la direction où 3 dirigeants dont le chef de la sécurité, lui ont ordonné de quitter ses fonctions syndicales. Son refus lui a valu d'être licencié sur le champ. Par ailleurs, le chef de la sécurité - un officier militaire à la retraite - a réuni les travailleurs attitrés et occasionnels en les menaçant de représailles s'ils poursuivaient leurs démarches pour le respect de leurs droits légaux. Il faut réintégrer Imran Ali et faire respecter les droits des travailleurs/ses !

[http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show\\_campaign.cgi?c=875](http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show_campaign.cgi?c=875)

## Offensive des patrons du secteur Automobile dans toute l'Europe

Partout en Europe, le patronat automobile utilise les mêmes procédés pour s'attaquer aux travailleurs/ses. Ils exercent un chantage : « soit vous acceptez nos conditions, soit l'usine ferme, la production sera délocalisée ». Continental à Toulouse, Général Motors à Strasbourg, Fiat à Turin, et plus récemment Nissam en Catalogne ont agi de la sorte. Ainsi, dans ce dernier cas, les patrons ont imposé un gel des salaires pour 3 ans, une augmentation de la productivité de 6%, 15 samedis travaillés dans l'année, et 40 heures « d'horaires variables » à la disposition de la direction. En Pologne, les salarié-e-s de Fiat sont confrontés à une diminution de leurs salaires ... **Il est urgent d'avancer dans la coordination de nos actions syndicales au plan européen : uni-e-s, nous serons plus fort-e-s face aux patrons !**

---

*En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>*

---